

**Mandats du Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste**

REFERENCE:  
AL BEL 2/2020

16 décembre 2020

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, conformément aux résolutions 43/20 et 40/16 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant la détérioration de la santé mentale de M. Nizar Abdelaziz Trabelsi, en raison de sa détention prolongée en isolement, depuis son extradition de la Belgique vers les États-Unis en 2013, pour des inculpations de terrorisme.

M. Trabelsi a été extradé de la Belgique vers les États-Unis en violation des mesures provisoires ordonnées par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), sur la base du potentiel risque de violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, portant sur l'interdiction de la torture et autres mauvais traitements.

Selon les informations reçues:

Nizar Ben Abdelaziz Trabelsi (نزار بن عبد العزيز الطرابلسي), est un ressortissant tunisien né en juillet 1970 à Sfax, Tunisie. Il a déménagé en Allemagne en 1989, où il aurait rejoint l'équipe de football *Fortuna* à Düsseldorf. En 1994, il aurait été poursuivi en Allemagne pour des infractions liées à la drogue et condamné à une peine de probation. Sa carrière footballistique se serait terminée peu de temps après.

*Procédures d'arrestation, de détention et d'extradition*

En juillet 2001, M. Trabelsi aurait déménagé en Belgique. Il aurait été arrêté par la police, le 13 septembre 2001, dans son appartement à Uccle, pour tentative d'attentat suicide sur la base militaire de Kleine Brogel, une infrastructure de l'OTAN abritant du personnel militaire américain. Le 30 septembre 2003, M. Trabelsi a été déclaré coupable et condamné à 10 ans d'emprisonnement, ce qui a été confirmé par la Cour d'appel de Bruxelles le 9 juin 2004, pour avoir planifié un attentat suicide avec un camion piégé contre la base aérienne belge de Kleine-Brogel, pour possession illégale d'armes et appartenance à un groupe paramilitaire, entre autres charges. Il aurait reconnu au cours du procès son intention de tuer des soldats américains stationnés sur cette base et affirmé son allégeance au groupe terroriste Al-Qaida.

Le 26 janvier 2005, M. Trabelsi aurait été condamné par contumace par un tribunal militaire tunisien à une peine de dix ans d'emprisonnement pour appartenance à une organisation terroriste à l'étranger en période de paix. Par conséquent, le tribunal militaire permanent de Tunis a émis un mandat d'arrêt contre M. Trabelsi, le 29 juin 2009, pour lequel une demande d'*exequatur* aurait été introduite auprès des autorités belges par note diplomatique le 10 septembre 2009.

En parallèle, les États-Unis auraient demandé l'extradition de M. Trabelsi, par note diplomatique le 8 avril 2008, en vertu de la Convention d'extradition conclue entre le Royaume de Belgique et les États-Unis d'Amérique le 27 avril 1987. La demande était motivée par référence à l'acte d'accusation qui avait été délivré par la District Court du district de Columbia (Washington, D.C.), le 16 novembre 2007, à l'encontre de M. Trabelsi, mettant à sa charge quatre chefs d'accusation comme suit :

- Association de malfaiteurs visant l'assassinat de ressortissants des États-Unis en dehors des États-Unis ;
- Association de malfaiteurs et tentative d'usage d'armes de destruction massive ;
- Association de malfaiteurs pour fournir un soutien matériel et des ressources à une organisation terroriste étrangère ;
- Fourniture d'un soutien matériel et des ressources à une organisation terroriste étrangère.

Selon les autorités des États-Unis, en cas de condamnation, chacune des deux premières accusations entraînerait une peine d'emprisonnement à perpétuité, en plus de 15 ans d'emprisonnement pour les troisième et quatrième.

Le 4 juin 2008, le procureur fédéral a saisi la chambre du conseil du tribunal de première instance de Nivelles d'une demande d'exécution du mandat d'arrêt émis par le tribunal américain à l'encontre de M. Trabelsi. La Cour ferait droit de cette demande, le 19 novembre 2008, et déclarerait le mandat d'arrêt exécutoire, à l'exception des « actes déclarés » correspondant à des infractions commises sur le territoire belge pour lesquelles M. Trabelsi a été poursuivi et condamné en Belgique. Cela en vertu du principe *non bis in idem*.

Les recours subséquents introduits par M. Trabelsi, soulevant des préoccupations quant au risque d'un traitement incompatible avec l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et au risque d'un déni de justice flagrant, ont été rejetés par la Cour d'appel et la Cour de cassation respectivement. Le 10 juin 2010, la chambre des mises en accusation de la cour d'appel a rendu un avis favorable sur l'extradition de M. Trabelsi, à condition que la peine de mort ne soit ni prononcée ni exécutée; toute condamnation à perpétuité serait associée à une possibilité de commutation de la peine; et que l'accord de la Belgique soit sollicité pour toute demande d'extradition vers un pays tiers, notamment la Tunisie.

Dans cette perspective, les autorités des Etats-Unis fourniraient des assurances au gouvernement belge selon lesquelles M. Trabelsi ne serait pas poursuivi devant une commission militaire aux États-Unis et serait incarcéré dans un établissement civil; qu'il n'encourait pas la peine de mort; que le tribunal pourrait commuer la peine de réclusion à perpétuité; qu'il conserverait le droit de faire appel au jugement et d'habeas corpus, y compris la base juridique de la réduction de peine pour une aide substantielle dans l'enquête ou la poursuite d'un tiers; et enfin qu'il pourrait demander la clémence du président des États-Unis. Les autorités des Etats-Unis ont en outre établi que M. Trabelsi ne serait extradé des États-Unis vers un pays tiers qu'avec l'accord de la Belgique, à titre d'assurance contre une éventuelle extradition future vers la Tunisie.

Le 23 novembre 2011, le ministre belge de la Justice adopterait un décret ministériel accordant l'extradition de M. Trabelsi au gouvernement des Etats Unis. Dès notification, M. Trabelsi aurait saisi la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH – la Cour) d'une demande d'indication d'une mesure provisoire conformément au règlement de la Cour (article 39) en vue de suspendre son extradition. La Cour aurait accepté la demande en indiquant au gouvernement belge que, dans l'intérêt du bon déroulement de la procédure, il ne devait pas extradier M. Trabelsi vers les États-Unis. Les demandes ultérieures du gouvernement belge, entre décembre 2011 et juillet 2013, de lever les mesures provisoires ont été rejetées par la Cour.

À la fin de sa peine d'emprisonnement, le 24 juin 2012, M. Trabelsi demeurerait en détention en attente de son extradition conformément à l'article 3 de la loi belge sur les extraditions. Ses quatre demandes de mise en liberté seraient rejetées par les tribunaux concernés.

Le 3 octobre 2013, alors que M. Trabelsi aurait été informé qu'il serait transféré de la prison de Bruges à la prison d'Ittre, tandis qu'en réalité il aurait été emmené à l'aéroport militaire de Melsbroek, où l'attendaient des agents du *Federal Bureau of Investigation* (FBI) américain, et il aurait été extradé vers les États-Unis. Peu de temps après, le Ministre de la justice aurait fait une déclaration publique annonçant l'extradition de M. Trabelsi.

Le 4 septembre 2014, la CEDH a décidé que l'extradition de M. Trabelsi par les autorités belges violait les articles 3 et 34 de la Convention européenne des droits de l'homme et a condamné la Belgique à verser à M. Trabelsi une indemnité de 90.000 EUR, dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le jugement deviendrait définitif.

La CEDH a estimé qu'en l'espèce « le risque de mauvais traitements ne découle pas de faits concrets tels que la torture lors de l'interrogatoire du requérant ou le refus d'accès à un avocat, mais de la simple idée que sa condamnation à perpétuité pourrait lui paraître irréductible au moment de la condamnation, le privant ainsi d'un « droit à l'espoir » inhérent à la dignité humaine.

*Procédures judiciaires aux États-Unis*

À son arrivée aux États-Unis, M. Trabelsi a été immédiatement placé en détention. Il a été traduit devant la District Court du district de Columbia, en présence de son avocat commis d'office, le 7 octobre 2013, où il a été informé des charges retenues contre lui.

Selon les informations reçues, les charges retenues contre M. Trabelsi seraient motivées par son refus de coopérer avec le gouvernement des États-Unis et de témoigner contre des tiers. En avril 2018, les autorités des États-Unis auraient proposé à M. Trabelsi une offre, selon laquelle il devrait plaider coupable des deux premières infractions contre une peine d'emprisonnement de 48 ans et un acquittement des autres chefs d'accusation. M. Trabelsi aurait refusé cette offre et aurait fait appel de l'acte d'accusation invoquant la violation de l'article 5 de la Convention d'extradition avec la Belgique et du principe de *non bis in idem*, qui a été rejeté par le tribunal de district, le 13 mars 2020.

Suite au rejet des appels contre l'acte d'accusation par le tribunal de district, une audition préliminaire en vue de présenter des éléments de preuve et des témoins à l'appui des allégations aurait été prévue du 1 au 3 décembre 2020. Cependant, l'audience a été reportée, jusqu'à nouvel ordre, sans justification.

Selon l'équipe de défense, ce report pourrait se justifier par la difficulté de tenir des audiences en présentielle durant la pandémie du Covid-19, mais également par les questions procédurales et juridiques qui restent irrésolues. Cela inclurait la demande de la défense de réexaminer la décision du tribunal du 13 mars 2020, qui rejette de reconnaître les limites de la Convention d'extradition, notamment l'application du principe de *non bis in idem*.

Il est à noter que la Cour d'appel de Bruxelles a rappelé le gouvernement belge à ses obligations en vertu de l'article 5 de la Convention d'extradition. Celui-ci ne permet pas de poursuivre M. Trabelsi pour les faits liés à la tentative d'attentat à la base militaire de Kleine Brogel, les considérant des « actes déclarés ». La Cour a également instruit l'État belge de notifier par voie officielle aux autorités des États-Unis cette décision.

#### *Conditions de détention aux États-Unis et préoccupations en matière de santé mentale*

Avant son extradition vers les États-Unis, la santé mentale de M. Trabelsi s'était gravement détériorée en raison de sa détention sous un système de détention de haute sécurité depuis son arrestation en 2001. Dans un rapport médical, en novembre 2011, son neuropsychiatre aurait diagnostiqué M. Trabelsi de troubles dépressifs majeurs de grande intensité; maladie de stress post-traumatique; troubles anxieux généralisés; migraines et ulcères gastriques pouvant résulter d'une anxiété chronique et d'une privation de sommeil; perte du sens du temps et de l'espace; perte de compétences sociales; perte de rythmes circadiens; tendance à la procrastination; difficultés de concentration; perplexité et réactions émotionnelles inadéquates oscillant entre la morosité et les expressions exagérées.

À son arrivée aux États-Unis, les effets personnels de M. Trabelsi auraient été confisqués, y compris des photos de famille, et il n'aurait pu récupérer ses lunettes qu'une semaine plus tard. M. Trabelsi aurait d'abord été détenu à la prison régionale de Rappahannock, dans l'État de Virginie, dans une division appelée « le trou », où les prisonniers seraient souvent détenus pendant quelques jours, pour y servir une mesure disciplinaire. Dans le cas de M. Trabelsi, il aurait été détenu à l'isolement 24 heures sur 24, dans une cellule avec un éclairage permanent et lumineux, dans le cadre des mesures administratives spéciales (SAM). Ce régime de détention restreint tous les contacts, y compris avec les autres détenus, et met tous les courriers, appels téléphoniques et visites sous surveillance.

Au début de sa détention, M. Trabelsi aurait pu appeler sa conjointe deux fois par mois, un maximum d'une heure interrompue toutes les 15 minutes, en présence d'un agent du FBI. Il lui aurait été interdit de discuter des détails liés à sa procédure judiciaire ou à ses conditions de détention sous peine d'être privé de tout contact avec le monde extérieur. Entre février et mai 2015, tout appel à sa conjointe aurait été suspendu et à nouveau à partir d'août 2018 jusqu'à présent (date de rédaction de cette communication). En ce sens, pendant plus de deux ans, le seul contact de M. Trabelsi aurait été celui de ses avocats américains, assistés d'un traducteur. Quelques mois après sa détention, M. Trabelsi aurait été autorisé une heure à l'extérieur de sa cellule, durant laquelle il se serait déplacé avec une ceinture de sécurité autour de la taille à laquelle auraient été attachées des menottes.

Le 3 octobre 2018, un psychiatre aurait évalué les effets des cinq ans d'isolement cellulaire de M. Trabelsi sous les SAM et aurait signalé qu'il présentait une série de symptômes psychologiques tels que des symptômes psychotiques, de l'automutilation et des symptômes semblables à une réaction traumatique. M. Trabelsi aurait mentionné entendre des voix, voir des choses qui n'existent pas, avoir des pensées paranoïaques, notamment que ses avocats seraient des traîtres et que sa nourriture serait altérée, qu'il aurait des cauchemars et des pensées occasionnelles de suicide. Il se serait fait du mal sporadiquement en se frappant la tête contre le mur jusqu'à saigner. D'autres symptômes comprendraient des maux de tête chroniques, des troubles du sommeil, un manque d'appétit et des difficultés digestives.

Plus tard en 2018, M. Trabelsi aurait été transféré à la prison régionale de Northern Neck, où il aurait continué à être détenu à l'isolement sous les SAM, et il ne pourrait ni voir ni entendre personne, la lumière restant allumée en permanence dans sa cellule et les correspondances écrites entre lui et sa femme et ses enfants seraient limitées en volume et en fréquence puisqu'elles seraient retenues jusqu'à trois mois pour analyse. Deux améliorations ont été notées, à savoir avoir une télévision qu'il peut regarder plusieurs heures par jour et avoir accès à la douche chaude deux fois par semaine. Le psychologue aurait rapporté, le 30 octobre 2020, que M. Trabelsi aurait continué à présenter des symptômes psychotiques, des actes d'automutilation, de la paranoïa, des préoccupations obsessionnelles et inconfort social, plus particulièrement M. Trabelsi entendrait des voix, verrait des animaux et des insectes dans sa cellule ainsi que des ombres, ce qui provoquait sa panique, il aurait vécu des cauchemars qui

reflétaient ses sentiments d'humiliation et de persécution. Il aurait en outre été affecté par le manque de visites en personne de ses avocats, en raison des mesures de la pandémie du Covid-19 et aurait montré une méfiance et un ressentiment à l'égard de l'interaction avec son équipe juridique. Le psychologue aurait conclu que M. Trabelsi « présenterait de nombreux symptômes associés à son expérience de l'isolement cellulaire qui ont un impact négatif sur son fonctionnement, y compris ses interactions avec ses avocats et peuvent compromettre son adaptation psychologique à long terme ».

Sans vouloir à ce stade préjuger des faits dont nous avons été informés, nous sommes gravement préoccupés par l'isolement excessif de M. Trabelsi, pendant sept ans aux États-Unis, sous des « mesures administratives spéciales » (SAM) restreignant tout contact avec le monde extérieur, y compris avec sa famille et affectant gravement sa santé mentale et physique, ce qui pourrait équivaloir à des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Nous sommes également concernés par l'extradition de M. Trabelsi malgré les mesures provisoires ordonnées par la CEDH, ce qui a exacerbé sa vulnérabilité et le risque de l'exposer à la torture et à d'autres mauvais traitements.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-joint qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière des droits de l'homme**.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants:

1. Veuillez nous transmettre toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez nous fournir des informations détaillées sur les procédures d'extradition de M. Trabelsi de la Belgique vers les Etats-Unis et comment auraient-elles respecté la Convention d'extradition ainsi que la décision de la Cour de première instance ainsi que le principe de *non bis in idem*.
3. Veuillez nous fournir des informations détaillées sur les mesures prises par le gouvernement belge afin d'évaluer les risques des violations des droits humains, notamment en lien avec la prohibition de la torture et des mauvais traitements, encourus par M. Trabelsi en raison de son extradition vers les Etats-Unis. En plus, expliquer comment M. Trabelsi aurait bénéficié des garanties juridiques et procédurales au cours de son extradition et comment ces garanties sont-elles conformes aux normes et standards internationaux en matière des droits de l'homme.
4. Veuillez fournir des informations détaillées sur les fondements juridiques et factuelles de l'extradition de M. Trabelsi en manquement des mesures provisoires instruites par la Cour Européenne des droits de

l'homme, et comment cette décision est-elle conforme avec les obligations de la Belgique.

5. Veuillez fournir toute information sur les mesures prises, suite à l'extradition de M. Trabelsi, en vue de s'assurer de la mise en place des assurances fournies par les Etats-Unis, ainsi que du respect des conditions d'extradition, notamment l'interdiction de punir M. Trabelsi pour les « actes déclarés ».

Nous tenons à informer le gouvernement de votre Excellence que le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste ont écrit une lettre similaire au Gouvernement des États-Unis.

Nous serions reconnaissants de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du Gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des droits de l'homme.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Nils Melzer

Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Fionnuala Ní Aoláin

Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste

## **Annexe**

### **Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme**

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de Votre Excellence aux normes et règles internationales pertinentes qui s'y appliquent.

L'interdiction de la torture et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en tant que norme internationale de *jus cogens*, est reflétée entre autres à l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), aux articles 2 et 16 de la Convention contre Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT) article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

À cet égard, nous aimerions attirer l'attention du Gouvernement de Votre Excellence sur l'observation du Comité contre la torture selon laquelle « si l'État partie a indiqué qu'il n'y a pas de recours systématique à l'isolement cellulaire aux États-Unis, le Comité reste préoccupé par les informations faisant état d'un recours généralisé à l'isolement cellulaire et à d'autres formes d'isolement dans les prisons et autres centres de détention des États-Unis, à des fins de punition, de discipline et de protection, ainsi que pour des raisons de santé ». Le Comité était également préoccupé par le recours à l'isolement cellulaire pendant des périodes indéfinies et son utilisation en ce qui concerne les mineurs et les personnes souffrant d'un handicap mental, concluant que l'isolement complet de 22 à 23 heures par jour dans des prisons à sécurité maximale est inacceptable (art. 16). CAT / C / USA / CO / 3-5 (CAT 2014).

Dans le rapport intérimaire du Rapporteur à l'Assemblée générale du 5 août 2011 (A / 6/268), le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a défini l'isolement cellulaire, conformément à la Déclaration d'Istanbul sur l'utilisation et les effets de l'isolement cellulaire, comme l'isolement physique et social des individus qui sont confinés dans leurs cellules pendant 22 à 24 heures par jour. Il a observé que si l'isolement cellulaire pendant de courtes périodes peut être justifié dans certaines circonstances, avec des garanties adéquates et efficaces en place, le recours à l'isolement cellulaire prolongé (plus de 15 jours dans des conditions d'isolement total) ou d'une durée indéterminée ne peut jamais constituer un instrument légitime de l'État, car il peut causer de graves douleurs ou souffrances mentales et physiques, ce qui a été réitéré au paragraphe 28 de la résolution 68/156 de l'Assemblée générale. L'isolement cellulaire prolongé ou indéfini va à l'encontre de l'interdiction absolue de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En outre, en raison du manque de communication du détenu et du manque de témoins à l'intérieur de la prison, l'isolement cellulaire peut également donner lieu à d'autres actes de torture ou de mauvais traitements.

En outre, le Rapporteur spécial sur la torture a souligné que « [M]ême s'il est permis par le droit national, aucune des méthodes suivantes pour infliger des souffrances ou des douleurs mentales ne peut être considérée comme des « sanctions légales »: l'isolement cellulaire prolongé ou indéfini; le placement dans une cellule sombre ou constamment éclairée; la punition collective; et l'interdiction des contacts



familiaux. (Conformément à la règle Nelson Mandela n ° 43). La « détention au secret » est encore plus extrême que l'isolement cellulaire, qui prive le détenu de tout contact avec le monde extérieur, en particulier avec des médecins, des avocats et des proches et a été reconnue à plusieurs reprises comme une forme de torture.

Nous tenons également à souligner la conclusion du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme, appelant les États à «[S]'assurer que tous les détenus soient détenus conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, y compris l'exigence que tous les détenus soient détenus dans des établissements régularisés, qu'ils soient enregistrés, qu'ils soient autorisés à entrer en contact avec le monde extérieur (avocats, Comité international de la Croix-Rouge, le cas échéant, famille), et que toute forme de détention soit soumise à un contrôle judiciaire efficace, qui entraîne la possibilité de libération ».

Nous tenons également à réitérer l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans *Vinter et autres c. Royaume-Uni* (2013), qui a conclu que « [U]n détenu condamné à la perpétuelle réelle avait le droit de savoir, dès le début de sa peine, ce qu'il devait faire pour que sa libération soit envisagée et quelles étaient les conditions applicables. Il avait le droit de connaître le moment où le réexamen de sa peine aurait lieu ou pourrait être sollicité. Dès lors, dans le cas où le droit national ne prévoyait aucun mécanisme ni aucune possibilité de réexamen des peines de perpétuité réelle, l'incompatibilité avec l'article 3 de la Convention en résultant prenait naissance dès la date d'imposition de la peine perpétuelle et non à un stade ultérieur de la détention ». La Cour a davantage fourni des précisions concernant cette norme dans l'affaire *Trabelsi c. Belgique* (septembre 2014) en considérant que le mécanisme de contrôle nécessaire doit permettre aux autorités nationales de vérifier, sur la base de critères objectifs et préétablis dont le détenu avait une connaissance précise au moment de l'imposition de la peine d'emprisonnement à perpétuité, si, au cours de l'exécution de sa peine, le détenu a changé et progressé à un point tel que le maintien en détention ne peut plus être justifié par des motifs pénologiques légitimes.

Nous tenons également à rappeler que le Rapporteur spécial sur la torture, dans son rapport A/60/316, a déclaré que «les assurances diplomatiques sont peu fiables et inefficaces dans la protection contre la torture et les mauvais traitements: ces assurances sont généralement demandées à États où la pratique de la torture est systématique; les mécanismes de suivi après le retour ne se sont pas avérés être une garantie contre la torture; les assurances diplomatiques ne sont pas juridiquement contraignantes, elles n'ont donc aucun effet juridique et aucune responsabilité en cas de violation; et la personne que les assurances visent à protéger n'a aucun recours en cas de violation des assurances. Le Rapporteur spécial est donc d'avis que les États ne peuvent pas recourir aux assurances diplomatiques comme garantie contre la torture et les mauvais traitements lorsqu'il existe des motifs sérieux de croire qu'une personne risquerait d'être soumise à la torture ou à des mauvais traitements à son retour et a appelé «les gouvernements à respecter scrupuleusement le principe de non-refoulement et à ne pas expulser une personne vers des frontières ou des territoires où elle risquerait de subir des violations des droits de l'homme, indépendamment du fait qu'elles soient officiellement reconnues comme réfugiées». (Paragraphe 51 et 52).

Enfin, nous tenons à rappeler que, conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité, la Rapporteuse Spéciale sur les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme a, à maintes occasions, rappelé que toutes les mesures adoptées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, notamment celles portant sur le droit des étrangers, les déportations et les extraditions, doivent se conformer au droit international des droits de l'homme. Ainsi, tout transfert d'un État à un autre d'un suspect d'activités terroristes, ou condamné pour de telles activités, doit être basé sur le droit et suivre des procédures fixées par la loi. De même, il doit exister un mécanisme efficace de réexamen pour toute décision d'expulsion, de reconduite à la frontière ou d'extradition. L'article 13 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose: "Un étranger qui se trouve légalement sur le territoire d'un État Partie au présent Pacte ne peut en être expulsé qu'en exécution d'une décision prise conformément à la loi et, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ne s'y opposent, il doit avoir la possibilité de faire valoir les raisons qui militent contre son expulsion et de faire examiner son cas par l'autorité compétente, ou par une ou plusieurs personnes spécialement désignées par ladite autorité, en se faisant représenter à cette fin." Le Comité des droits de l'homme a clairement indiqué que le droit de contester une décision d'expulsion et de faire réexaminer son affaire s'applique non seulement aux décisions d'expulsion et de reconduite à la frontière, mais aussi aux décisions d'extradition, y compris lorsque l'état invoque des raisons liées à la sécurité nationale. La procédure de réexamen doit fournir une occasion réelle de présenter des arguments contre l'expulsion ou l'extradition. (Comité des droits de l'homme, *Pierre Giry v. Dominican Republic*, Communication No. 193/1985, U.N. Doc. CCPR/C/39/D/193/1985 (1990)). Le droit de n'être expulsé, reconduit à la frontière ou extradé que sur la base d'une décision adoptée conformément au droit applicable, et de faire valoir les raisons militent contre l'expulsion et de soumettre la décision à l'examen s'applique aussi dans le cas des suspects d'activités terroristes. De la même manière, tous les aspects du droit à un procès équitable doivent être respectés, y compris en matière d'infractions terroristes. Ceci inclut l'applicabilité de la règle *ne bis in idem*, garantie par l'article 14(7) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.